

La Nouvelle Revue De Presse De Langue Française

NRP Février 2016, n°30



DOSSIER

« EMIGRES, EMIGRANTS, LES INVISIBLES D'ALGERIE »

Economie

Les immigrés algériens ont transféré 1,85 milliard de dollars

Rabhi Meziane

Droit

Nouvelles conditions d'entrée en Algérie pour les binationaux:

Culture/Médias

Y a-t-il un théâtre engagé aujourd'hui ?

Akram El Kebir

Mémoire

Au 19ème siècle, de Syriens à Alger

Fawzi Sadallah

الصيغة الحديثة

مختارات

Sommaire

N° 30, Février 2016

Dossier

« **EMIGRES, EMIGRANTS, LES INVISIBLES D'ALGERIE** »

Environ 24.000 réfugiés syriens accueillis en Algérie, selon la ministre Mounia Meslem , p.4

Qui sont les Chinois d'Algérie ?, Farid Alilat, p.4-5

Migrants clandestins d'Afrique : faut-il que l'Algérie les régularise ?, Cherif Ali, p.6

Ils investissent les chantiers d'habitations à l'ouest. Alerte aux ouvriers clandestins marocains, S.O. ,p.7

L'Algérie face à la fuite des cerveaux. Le pillage de « la matière grise » se poursuit., Farida Belkhir, p.8

Economie

Les immigrés algériens ont transféré 1,85 milliard de dollars, Rabhi Meziane, p.9

Compétences algériennes installées à l'étranger : La marginalisation à l'origine des départs, Amel Blidi, p.10

Droit

Algérienne, binationale, résidente à l'étranger... et future citoyenne de seconde zone, Baya Si Hassen-Benhassine, p.11

Nouvelles conditions d'entrée en Algérie pour les binationaux, p.11

Culture/Médias

EXPO ÉPHÉMÈRE AUX ATELIERS SAUVAGES «La culture plus forte que la destruction», O. HIND, p.12-13

Y a-t-il un théâtre engagé aujourd'hui ?, Akram El Kebir, p.13

Mémoire

Dans l'Algérois: Une tradition à maintenir et «Laâdjouza» à chérir, Sarah Boualem, p.14-15

Au 19ème siècle, des Syriens à Alger, Fawzi Sadallah, p.15

Algérie : Hocine Aït Ahmed, le dernier exil, Farid Alilat, p.16

Bibliographie, p.17

La NRP est la nouvelle formule de la « Revue de presse », créée en 1956 par le centre des Glycines d'Alger.

[Attestation du ministère de l'information: A1 23, 7 février 1977]

Revue bimensuelle réalisée en collaboration avec le :

CENTRE DE DOCUMENTATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

3, rue Kadiri Sid Ahmed, Oran • Tel: +213 41 40 85 83 •

Site web: www.cdesoran.org / Facebook : Cdes Oran

cdesoran@yahoo.fr



Ont collaboré à ce numéro

Ryad CHIKHI, Bernard JANICOT, Leila TENNCI, Ghalem DOUAR, Omar AOUAB

Lamya TENNCI, Sid Ahmed ABED, Mehdi SOUIAH, Samir REBIAI, Laid Nasro OUEZAR

« EMIGRES, EMIGRANTS, LES INVISIBLES D'ALGERIE »

Editorial

J'appartiens à une génération... la plus insignifiante que l'Algérie post-coloniale ait pu connaître jusqu'alors. Ni valeureuse pour avoir combattu l'ennemi et son injustice, ni révolutionnaire, car adhérant aux idéaux des nations qui rebutaient à tout alignement et aspiraient à la libération de leurs peuples, ni encore

moins clairvoyante comme celle qui s'est soulevée un certain octobre 88 en ayant pris conscience de la supercherie du système politique. Mais bel et bien insignifiante car contrainte de rester au chevet d'un mythe agonisant. Il va sans dire que le mythe en question est celui de « la grande nation ». Même si dans les discours officiels et autres manuels scolaires, l'Algérie a pu maintenir son slogan, les unes des journaux de l'époque, par ailleurs, conjuguées à la rumeur qui piquait pénardement son sprint à notre insu, avaient entamé la broderie de la chronique d'une mort annoncée, mais jamais déclarée. Durant tout le temps qu'avait duré cette longue et douloureuse agonie, l'imaginaire de la génération à laquelle j'appartiens vaquait à la quête d'autres mythes et s'est vue construire d'autres légendes. De ce lot, l'un des mythes se dégage. « L'herbe serait plus verte ailleurs » : on avait commencé à se dire, du moins on était certain que la teinte rouge n'y a pas pris et n'y prendra jamais. Plusieurs données et une figure – une seule – contribuaient à la culture de cette illusion. L'écho nous arrivait de vagues successives d'universitaires, de lettrés et d'artistes qui quittaient le pays pour constater de leurs propres cerveaux en cavale l'éclat du vert de cette pelouse étrangère. La figure quant à elle serait celle du « migri », qui pointait son nez dès que le soleil de juillet se levait. Dans chaque famille, dans chaque quartier, ou dans chaque rue on avait un petit migrienvié par la bande d'enfants dont je faisais partie. Ce même migri qui avait tout le temps les poches remplies de friandises, avec les tons de sa tenue qui nous changeait des coloris dessurvet'sonitex amassés sur les étals de Souk el fellah. Et puis il y avait le vélo, véritable enjeu qui nous forçait à faire la cour à cette tête-à-claques agissant de manière condescendante à notre égard tout en ayant une maîtrise approximative du parler local. La question de savoir « A qui va-t-il céder son véhicule cette année » nous angoissait terriblement. Ceci dit, tout le monde rêvait d'être à sa place, de se conduire comme il le faisait, de vivre en Algérie qu'un mois sur douze. Il y a aussi ces images qui commençaient à nous parvenir depuis peu par le biais d'une technologie : la télévision par satellite. Elles ont contribué à donner de la consistance à notre imaginaire, à mieux saisir le mythe du migri. On s'étonnera peu de constater quelques années plus tard que des centaines de jeunes tentaient d'atteindre la rive des convoitises, au péril de leur vie, sur des embarcations de fortune.

Les choses ont-elles changé depuis ? J'aime à croire que oui. On entend moins parler ces derniers temps des candidats à l'immigration clandestine, et un peu plus du désir de gens qui souhaitent retourner au bled. Des chibanis en mal du pays, mais aussi de jeunes entrepreneurs qui portent l'aspiration d'investir en Algérie. L'Algérie n'est plus fuie, elle est même pour beaucoup une terre d'émigration : On y vient pour travailler. De Chinois, de Turcs, d'Indiens, de Portugais, de Marocains on en compte des dizaines de milliers dans nos chantiers. Ou pour se réfugier, la présence de ceux qui fuient la guerre et la misère de leurs contrées en est le meilleur indice. Même si, de par la présence de ces « étrangers », notre société n'en sortira qu'enrichie, il est regrettable de savoir que ces hôtes sont parfois la cible d'un racisme dans sa forme la plus hideuse et la plus ordinaire qui soit, et qu'ils sont astreints à mendier pour survivre.

Dans l'attente de jours meilleurs, restons optimistes.

Mehdi Souiah

Environ 24.000 réfugiés syriens accueillis en Algérie, selon la ministre Mounia Meslem.

Environ 24.000 réfugiés syriens ont été accueillis en Algérie depuis le début de la guerre civile en 2011, selon des chiffres révélés par la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mounia Meslem, relayée ce mercredi 9 septembre par le quotidien arabophone Echorouk.

Des données que Mounia Meslem brandit pour réfuter les critiques que subit l'Algérie, quant à son attitude vis-à-vis de cette crise migratoire. La ministre de la solidarité a rappelé que l'Algérie est le seul pays nord-

africain ayant accueilli autant de réfugiés syriens, «qui sont les bienvenus sur notre territoire».

«Fermer les yeux»

«Les autorités font tout ce qui est de leur possible pour faciliter l'intégration des réfugiés syriens arrivés sur le sol algérien», a par la suite rajouté la responsable de la Solidarité nationale, relayée par le même quotidien. Outre la scolarisation des enfants de familles syriennes - qui se déroule normalement», avait noté la présidente du Croissant Rouge Algérien, Saïda Benhabyles- les réfugiés pourront légalement travailler, en exerçant des activités commerciales ou artisanales, argumente-t-elle. Mounia Meslem a par la même occasion appelé les services de sécurité et du maintien de l'ordre à «fermer les yeux» et

adoucir les pratiques et procédures de contrôle des familles de réfugiés syriens, souvent amenés à mendier pour subsister.

La ministre, tout en insistant sur la délicatesse de la situation, a ainsi estimé que l'Algérie, «un exemple à suivre», n'a pas dérogé à ses

une prison. Nous les laissons alors sortir», explique-t-elle. Les réfugiés se rendent ainsi d'un abri à un autre, en quête de médicaments et de nouveaux habits, pour repartir ensuite, a-t-il indiqué. Des cas qu'elle illustre par des exemples à Ouargla et



principes humanitaires», vis-à-vis du peuple syrien et des autres nations. Une position fièrement rappelée par la présidente du Croissant Rouge Algérien, Saïda Benhabyles, qui a insisté dans un entretien à El Khabar sur «l'accueil chaleureux et humaniste» des réfugiés par l'Algérie.

Un abri pour les uns, une prison pour les autres

Seulement 100 familles de réfugiés syriens sont prises en charge dans le centre d'accueil de la wilaya d'Alger, a révélé Saïda Benhabyles à El Khabar. La question ne serait pas liée au manque de structures, mais à l'attitude des réfugiés, notamment sub-sahariens, qui refusent de rester au sein des centres d'accueil, selon cette responsable. Dans ces cas précis, «nous ne pouvons pas les enfermer ou les obliger à rester, telle

Touggourt, où, indique-t-elle, «le nombre de réfugiés peut atteindre 2.000 avant de baisser à 200 personnes au lendemain de leur arrivée». Un phénomène spécifique des réfugiés sub-sahariens, a affirmé Mme Benhabyles, qui relève que certaines familles syriennes imitent toutefois cette attitude. Selon El Khabar, qui cite des «chiffres officiels», un total de 55.000 réfugiés sub-sahariens et syriens ont été accueillis en Algérie. Environ 31.000 seraient ainsi issus de la région du Sahel, répartis à travers plusieurs wilaya

AL HUFFINGTON POST

09 Septembre 2015

Qui sont les Chinois d'Algérie ?

Avec près de 40 000 expatriés, les Chinois forment la première communauté étrangère d'Algérie. Ils y ont la réputation d'être travailleurs, sérieux, discrets... Mais aussi généreux en bakchichs. Nous sommes à Allaghane, à 150 km à l'est d'Alger, dans la base de vie de China Railway Construction Corporation (CRCC), l'entreprise chargée de la réalisation d'une autoroute entre la

capitale et Béjaïa. Ce matin d'avril, devant des villageois venus se plaindre des retards d'indemnisation après la démolition de leur maison, l'expropriation de leurs terres ou le déracinement de leurs oliviers, Hang Chang, l'un des superviseurs du projet, explique à grands éclats de rire ce qui différencie les Chinois des Algériens : «Vous manger, dormir, pas beaucoup travailler... Chinois pas

dormir, Chinois travailler.» La réunion expédiée, il monte dans son pick-up et fonce vers l'un des nombreux chantiers où s'active une armée de ferrailleurs, maçons et autres bétonneurs. Pas de temps à perdre : l'autoroute doit être achevée avant la fin de 2016. Slimane, 65 ans, ancien directeur d'un centre de

formation dont la maison fraîchement construite a failli être rasée par les bulldozers de CRCC, approuve les propos de Hang Chang. «Les Chinois sont des fourmis, les Algériens des cigales, philosophe-t-il. Sérieux, efficaces, performants, ils travaillent comme si c'était pour le compte de leur pays. Ils prennent soin de leur matériel et n'ont pas de chef au-dessus de la tête pour les surveiller. Les Algériens feraient bien d'en prendre de la graine.» Ils n'en finissent pas d'étonner, ces Chinois ! Et bien sûr de conquérir l'Algérie, où tout est à construire ou reconstruire. Les chiffres donnent le tournis. Près de 40 000 Chinois y travaillent, formant la plus importante communauté étrangère, loin devant les Français, les Turcs ou les Syriens. En 2014, les autorités ont délivré quelque 24 000 visas à des ressortissants chinois, dont 90 % de visas d'affaires.

Appétit

Détrônant la France, la Chine est devenue le premier fournisseur de l'Algérie, avec 6,7 milliards d'euros en 2014. Depuis l'arrivée au pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika, en 1999, les groupes chinois ont raflé pour plus de 17 milliards d'euros de projets. En visite à Pékin du 28 avril au 1er mai, Abdelmalek Sellal, le Premier ministre, a livré ce chiffre encore plus impressionnant : 790 entreprises chinoises ont décroché des marchés dans des créneaux économiques qui vont du bâtiment à l'importation de chips ou de clous. Autoroutes, barrages hydrauliques, hôpitaux, transport ferroviaire, écoles, logements, hôtels... Aucun secteur n'échappe à l'appétit des Chinois. Pour 1,2 milliard d'euros, même la grande mosquée d'Alger a été confiée à ces « communistes athées », comme le maugréent les islamistes. Cette présence accrue, visible, soutenue, a récemment fait l'objet d'un colloque international à l'université de Constantine. Bref, parler d'un « empire chinois » en Algérie n'a rien d'exagéré. Ingénieur en génie civil, Hassan, 35 ans, travaille avec CRCC depuis une dizaine d'années. Avec le temps, il a fini par mieux connaître les Chinois. « Ils ont une organisation et une discipline quasi militaires, analyse-t-il. Ils peuvent mettre 300 camions et

1 000 employés sur un tronçon de 10 km sans que la coordination des travaux ne soit perturbée. Avant la répartition des tâches, tout le monde assiste aux briefings, même le cuisinier qui prépare les repas. Comme les Espagnols, les Chinois aiment faire la sieste, ce qui les rend plus performants. Un jour, une délégation ministérielle venue d'Alger a dû attendre la fin de la sieste des travailleurs pour pouvoir inspecter un chantier. » Le savoir-



faire, la discipline ou la célérité dans la livraison des projets n'expliquent pas tout. Le bakchich compte aussi, et la pluie de contrats qui se déverse sur les entreprises chinoises en Algérie alimente soupçons et allégations de corruption. L'exemple le plus marquant est celui de l'autoroute est-ouest, « projet du siècle » de 10 milliards d'euros dont la réalisation a été en partie confiée au consortium Citic-CRCC. À l'issue d'un procès qui s'est achevé début mai à Alger, celui-ci a été condamné à une amende de 5 millions de dinars (45 000 euros) pour corruption.

Courtoisie

Présents depuis deux décennies en Algérie, les Chinois ont fini par nourrir clichés et autres stéréotypes. Peu respectueux des coutumes locales, mécréants, mangeurs de chiens et de chats, calculateurs, fourbes, voleurs de travail ou buveurs d'alcool... Les préjugés sont aussi nombreux que réducteurs. « C'est tout le contraire ! juge Djaafar, 55 ans. Ils sont discrets, aimables et d'une extrême courtoisie. » Lui a pourtant des raisons de leur en vouloir. Dans quelques semaines, cet instituteur devra quitter la maison qu'il a mis des années à construire avant de la voir réduite en poussière par les bulldozers de CRCC. Beaucoup de Chinois sont escortés lorsqu'ils sortent des bases de vie de leur entreprise. Débarqué du Sichuan il y a deux ans, Weng, 42 ans,

conducteur de travaux sur un chantier de l'autoroute, est prêt à prendre racine en Algérie. Si sa femme et son fils de 10 ans lui manquent, il loue cependant les vertus de ce nouvel eldorado : « Algériens bien, Algérie beaucoup dollars. » De fait, de plus en plus de Chinois achètent des commerces et des appartements en ville, prennent la nationalité algérienne (2 000 cas) ou épousent des Algériennes après s'être convertis à l'islam.

En octobre 2013, la télévision publique avait même diffusé une cérémonie de mariage collectif entre Chinois et Algériens en guise de preuve de leur intégration. De retour d'un récent voyage en Chine, Ali Haddad, président du Forum des chefs d'entreprise (FCE), a suscité la polémique en proposant aux Chinois de venir en Algérie pour

faire du business et y prendre épouse. Bien qu'il ait démenti ces propos, la polémique contribue à accréditer l'idée que l'on permet tout aux Chinois. La cohabitation entre deux communautés de culture, de langue et de mode de vie différents peut parfois virer à l'affrontement. Ce fut le cas en août 2009, quand des rixes ont opposé des habitants de Bab-Ezzouar, banlieue d'Alger, à des commerçants chinois qui s'étaient installés dans le quartier. Alors, dans les bases de vie où les entrées et sorties sont strictement contrôlées pour cause de menace terroriste, c'est la Chine ou une partie de la Chine qu'on importe. Terrains de basket, tables de ping-pong, cuisine et bières chinoises, smartphones made in China, connexion internet pour garder le contact avec les proches... Tout est fait pour que l'émigré ne se sente pas dépaysé. Et que son rendement soit élevé.

Farid Alilat

JEUNE AFRIQUE

02 Juin 2015

Migrants clandestins d'Afrique : faut-il que l'Algérie les régularise ?

Les autorités nationales ont longtemps occulté la réalité de la migration subsaharienne vers l'Algérie, considérant que les populations migrantes ne faisaient que transiter, à travers le pays, pour rejoindre l'Europe via le Maroc.

Alors que la migration inter régionale est constante depuis les années 1970, principalement entre l'Algérie, le Mali, le Niger et la Mauritanie... faut-il le dire, même si la migration subsaharienne vers l'Algérie est un problème, relativement, récent. Les derniers chiffres disponibles fournis par Abdelmalek Sellal faisaient état, au titre de l'année écoulée, de la présence de 20 000 migrants subsahariens en situation irrégulière et réfugiés, essentiellement originaires du Mali et du Niger...

Qui sont-ils et d'où viennent-ils ces migrants ?

La migration subsaharienne est, essentiellement, malienne et nigérienne car les ressortissants de ces pays n'ont aucune peine à circuler, librement, dans le grand Sahara. Commerçants par le passé, ils s'adonnaient à l'économie frontalière du «troc». C'était aussi des «saisonniers» qui venaient travailler ponctuellement dans les oasis du Sud. On appelait ce genre de déplacement «migration alternante». Dans les années noires, à un moment où l'Algérie était durement frappée par le terrorisme, d'autres mouvements suspects de passeurs d'armes et de contrebandiers, en tous genres, ont commencé à prendre forme, ce qui a eu pour effet de perturber le système du «troc frontalier». Depuis c'est une autre forme de migration, pratiquée essentiellement, par des jeunes africains ; une sorte «d'initiation à la vie adulte» un rituel consacré dans certains villages africains, obligeant tout homme désirant fonder une famille, d'entreprendre une aventure migratoire, pour travailler et gagner de l'argent, mais aussi pour s'affirmer. La migration de ce point de vue, écrivait Mohammed Saïb Musette, spécialiste de la question

des migrations internationales, peut être comparée au «service militaire».

Quelle est la destination finale de ces migrants ?

L'Algérie, faut-il le dire, n'est pas leur destination finale : 40% d'entre-deux, affirment les experts des mouvements migratoires, sont venus en Algérie pour travailler. 40% sont dans une sorte de «transit» vers le continent européen ; ce sont les plus instruits et ils visent à s'installer en Espagne, en Italie ou en France. 20% de ces migrants qui sont en Algérie voudraient rentrer chez eux, mais ne peuvent le faire. Il leur est impossible de partir en Europe ; retourner dans leur pays, c'est leur faire admettre leur «échec migratoire» et pour éviter cela, ils sont capables de prendre tous les risques en optant pour la «harga» ou en se présentant comme des «réfugiés politiques»...

De quoi vivent-ils en Algérie ?

A cette migration africaine, multiforme, s'est greffé un autre phénomène, celui des «migrants-mendiants», nigériens notamment, qui continuent à entrer dans notre pays. Les Algériens, de manière générale, ont éprouvé beaucoup de compassion envers ces étrangers qu'ils aident au mieux, non sans s'interroger, disons-le, sur l'étrange facilité avec laquelle ils ont atterris dans la Capitale et les principales concentrations urbaines du pays. La multiplication des dispositifs de contrôle n'a pas, à l'évidence, réussi à juguler leur migration. Certains croient savoir que les migrants, en provenance du Niger, ne sont pas des réfugiés de guerre ou des sinistrés de la sécheresse mais plutôt des mendiants professionnels qui se livrent à cette activité depuis toujours dans leur pays, à partir de la ville d'Arlit et d'Agadez. L'Algérie est, à l'évidence, leur nouveau terrain de chasse depuis qu'ils ont appris de la part de certains d'entre-eux, revenus «fortune faite» au pays, que les algériens sont généreux ; voilà pourquoi ils viennent, en masse, avec femmes et enfants. Pourtant, rien de la situation au Niger,

actuellement, ne justifie ce déferlement de migrants sur l'Algérie. Avec les migrants, il y a aussi les réfugiés : les migrants nigériens, il faut aussi prendre en considération quelque 200 Maliens confinés dans des camps à Timiaouine dans la wilaya de Tamanrasset, qui ont quitté leur région suite au conflit guerrier qui s'y déroule.

La limite de la politique répressive

... La détermination des migrants, écrivait Ali Bensaâd, éminent géographe, a généré un «désordre» utile et salubre sur la scène internationale et qui a autant secoué les opinions publiques que les responsables européens notamment, remettant la question des mobilités dans les agendas internationaux. Ainsi les trois événements diplomatiques les plus importants de cette décennie en Méditerranée (la conférence euro-africaine de Rabat en 2006, celle de Paris en 2008 et le Sommet de l'Union pour la Méditerranée) ont eu pour thème «la question migratoire». Certes, l'approche des pays occidentaux reste répressive, mais ces conférences ont eu, au moins, le mérite de soulever la tragique question «du droit à la mobilité». Exigence revendiquée par nos propres harragas dont certains, rappelons-nous, y ont laissé leur vie ! Le monde se transforme donc aussi «par le bas», par «l'interstice», et par «l'action des exclus» écrivait Ali Bensaâd. Il n'est pas de tragédie, comme celle, par exemple, des migrants subsahariens qui ne soit porteuse d'espérance...

Cherif Ali



16 Novembre 2015

Ils investissent les chantiers d'habitations à l'ouest.

Alerte aux ouvriers clandestins marocains

«La route du pain est amère. Amère, longue et parfois sans issue», l'homme recouvert d'une fine pellicule blanche remonte sur l'échelle en nous jetant un dernier coup d'œil avant de s'attaquer au plafond de ce qui va devenir le salon d'une villa cossue dans un quartier résidentiel de la périphérie d'Oran. Lui, c'est Khaled, la quarantaine, un front fuyant et une calvitie naissante qui encadre des sourcils broussailleux. Vêtu d'un bleu de Shanghai et chaussé de mocassins bon marché, il travaille dans ce

ressortissants étrangers arrêtés en situation irrégulière et reconduits aux frontières. Sur une période courant du 1er janvier 2005 jusqu'au 19 septembre 2006, les chiffres du BRIC, la Brigade régionale d'investigation et de lutte contre l'immigration clandestine, révèlent que 294 Marocains ont été appréhendés et reconduits à la frontière. Deux ans plus tôt, ce sont 91 sujets de Sa Majesté arrêtés en situation irrégulière qui connaîtront le même sort. Par ailleurs, le bilan de la Sûreté de wilaya de Tlemcen,

travail du plâtre », expliquera Hichem, la trentaine...

À l'ombre du Makhzen

«Ce phénomène n'est pas nouveau et les Marocains ont toujours travaillé en Algérie mais ce qui nous handicape, c'est qu'ils ont investi plusieurs activités dans le secteur de l'artisanat au détriment de la main-d'œuvre locale». Il citera en exemple la confection des djellabas marocaines et la confiscation d'un savoir-faire qui peut-être d'une grande utilité dans la résorption du chômage parmi les jeunes... Justifiant la présence massive de Marocains sur les chantiers de construction à Oran, le responsable local de l'UGCAA dira que «la ville a de tout temps importé la main-d'œuvre pour ses chantiers et c'étaient les gens de Relizane, de Chlef ou encore de Maghnia, dans les années 70, qui avaient la cote». Concernant la fréquence et le nombre de Marocains qui entrent sur le territoire national, Abdellaâli l'estimera à quelque 120 clandestins par jour. Devant notre moue dubitative, il aura un sourire amusé en affirmant que ces chiffres sont encore loin de la réalité. «Entre les deux pays, la frontière n'existe pas pour nous et ils ont beau renforcer les contrôles, on passera toujours à travers les grottes et les tunnels creusés par la nature», dira-t-il pour étayer ses assertions... Cependant, et malgré la bonne qualité du travail, les meilleurs artisans marocains se rendent plutôt en Espagne ou en Italie, où la demande reste forte et très bien rémunérée.

S.O.



07 Février 2009



chantier depuis presque dix jours. «Je sors uniquement que lorsque j'ai impérativement besoin de le faire, sinon je mange ici et je dors dans ce coin», en montrant de son index abîmé un petit réduit improvisé en chambre à coucher. La raison de cet ermitage forcé est la crainte de l'homme de se faire prendre dans une rafle ou de tomber sur un contrôle d'identité. Marocain de Fès, Khaled est à l'image des clandestins marocains qui rentrent chaque jour en Algérie via les frontières ouest pour y travailler. Sur le comment et le pourquoi de sa présence à Oran, Khaled éludera la première interrogation, esquissera un sourire triste et, secouant la tête, répondra, simplement, «khobza morra». Les statistiques officielles de la Gendarmerie nationale et des services de police démontrent clairement que le phénomène de l'immigration clandestine marocaine en direction du territoire algérien ne cesse de prendre de l'ampleur année après année. Faisant partie d'un contingent de clandestins regroupant de multiples nationalités, les Marocains arrivent en tête des

s'étalant du 1er janvier 2008 jusqu'au 25 novembre de la même année, fait état de l'interpellation et de l'arrestation de pas moins de 1 418 ressortissants étrangers, dont plus d'un millier de nationalité marocaine. 136 d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt et 1 264 autres refoulés vers leur pays d'origine. Ces statistiques, même incomplètes, renseignent sur l'importance du phénomène et des proportions qu'il prend.

Les raisons d'un exode

Pour les sociologues, cette migration «forcée» vers l'Algérie est rendue nécessaire pour fuir les conditions économiques difficiles du royaume. Un raisonnement approuvé par les nombreux témoignages de clandestins marocains rencontrés et qui justifient leur présence en Algérie pour du boulot, même au noir, en prenant tous les risques... «La demande était alors forte et les nouveaux riches recherchaient la main-d'œuvre marocaine réputée experte dans la faïencerie et dans le

L'Algérie face à la fuite des cerveaux.

Le pillage de « la matière grise » se poursuit.

Comment juguler la fuite des cerveaux et retenir les compétences nationales ? Comment procéder pour faire revenir celles et ceux partis proposer ailleurs leur savoir-faire ? Des préoccupations sur lesquelles se sont penchés les chercheurs du Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (Cread) dans un ouvrage collectif, avec la collaboration de l'Organisation internationale du travail (OIT). Dans un débat animé, hier, au Cread, autour de cet ouvrage intitulé « De la fuite des cerveaux à la mobilité des compétences », les coauteurs ont fait le point sur la fuite des compétences dans la région du Maghreb en général et en Algérie en particulier. L'un des auteurs, Mohamed Saïb Musette, chercheur au Cread, a confié, qu'en l'absence de données et de statistiques dans notre pays, il n'a pas été aisé de faire le diagnostic et encore moins cette étude. « Les statistiques sur la migration de nos compétences sont inexistantes. J'ai dû solliciter la base de données de l'OCDE (Organisation de la coopération et du développement économique) pour avoir une idée du nombre de compétences algériennes installées dans les pays membres de cette organisation », confie-t-il. L'Institut international du commerce (INC) est la deuxième source que ce chercheur a exploitée, ainsi que le Conseil national économique et social (Cnes) et un service du ministère des Affaires étrangères qui ont fourni, selon lui, quelques analyses intéressantes. « C'est ainsi que nous avons pu avoir un indice sur la fuite des cerveaux algériens. Nous savons par exemple que 85% des compétences algériennes sont concentrées en France, dont 30% sont des médecins, des psychiatres surtout », indique-t-il. Cette étude démontre que les migrants algériens qualifiés représentent 26% en moyenne des 267.000 Algériens installés dans les pays de l'OCDE, dont 1,2% ont un PHD (plus haut niveau d'études). Le Canada est le deuxième pays, après la France, qui accueille les « cerveaux » algériens, suivi de la Grande-Bretagne. Les chercheurs du Cread ont constaté que 24% parmi les migrants ont la nationalité algérienne tandis que 75% possèdent la nationalité du pays d'accueil.

Loin des motivations financières

A propos des médecins, les Algériens représentent la moitié des Maghrébins exerçant à l'étranger, soit plus de 10.000. Le coauteur Karim Khaled a signalé que la « fuite » des médecins répond plus à un besoin d'épanouissement professionnel et personnel qu'à un besoin matériel. « C'est pour cette raison que nos compétences n'envisagent pas de revenir en Algérie. Car la gouvernance du secteur de la santé, entre autres, est toujours la même », constate-t-il. Conclusion : la fuite des cerveaux est surtout motivée par le besoin d'une meilleure opportunité de travail, de formation et de perfectionnement et répond d'abord à une quête de diplômes universitaires et de renommée qui offrent plus de chance de recrutement à l'international. Vient ensuite la quête d'avantages matériels et financiers. D'autant plus, comme l'a signalé Musette, que les migrants qualifiés se déplacent avec leurs familles. Fuir, en somme, un cadre marqué par l'absence de sérieuses perspectives professionnelles et universitaires et d'épanouissement en faveur d'un meilleur environnement en matière de travail, de qualité de vie et la garantie d'un meilleur avenir pour leur progéniture. Les facilités d'installation dans les pays d'accueil achèvent, selon ces chercheurs, de les convaincre à se soumettre à « l'attractivité » exercée par les pays d'accueil. Pour détourner cette attractivité dans l'autre sens, d'après Musette, l'Algérie doit passer « à l'offensive ». « Pour le moment, la stratégie adoptée pour retenir nos compétences se limite à augmenter les salaires alors que dans les pays d'accueil, on élabore des plans pour les retenir. Or, on sait que l'argent n'est pas la raison principale qui pousse nos compétences à partir à l'étranger. Il faut penser aux 50.000 médecins de demain. Quelles perspectives pour eux ? Comment les retenir ? », souligne-t-il. Pour lui, renverser la donne est la solution. Construire des hôpitaux performants pour attirer les professeurs les plus éminents et des universités où des étudiants du monde entier voudront suivre leurs études.

« L'Algérie perd de l'argent sur deux fronts »

« Vu le volume du flux des migrants qualifiés en provenance du Maghreb notamment, ce sont les compétences du sud qui sont pourvoyeuses d'idées au profit du nord et non l'inverse », remarque le directeur du Bureau de l'OIT à Alger, Mohamed Ali Deyahi. Des compétences, d'après le directeur du Cread, Mohamed Yassine Ferfera, qui n'ont rien « coûté » aux pays d'accueil. « L'Algérie perd de l'argent sur deux fronts quand ses compétences vont ailleurs. Elle perd de l'argent quand elle les forme et perd de l'argent car elle ne profite pas de l'apport de ces compétences », observe-t-il. L'ouvrage fait référence à cet aspect de la question, déplorant que l'Etat ne sache pas encore comment profiter d'un tel capital humain. Les chercheurs du Cread envisagent de se pencher sur l'éventuel « retour » et « apport » de la diaspora algérienne en matière d'investissements notamment. « Cet ouvrage n'est qu'une première étape pour cerner la problématique de la fuite des cerveaux. Comme deuxième étape, nous allons nous consacrer au transfert des fonds effectués par ces derniers. Très peu le font mais quand ils le réalisent, c'est pour transférer de très grosses sommes d'argent destinées aux investissements », indique Musette, notant que des ateliers sur cette question ont déjà eu lieu en Tunisie, au Maroc et prochainement à Alger. Une question de la plus haute importance, selon lui, car cela pourrait aboutir à des mécanismes qui pousseraient la diaspora qualifiée à investir plus dans le pays. « Le gouvernement suit de près les études que nous faisons et semble très intéressé par notre ouvrage et à cette deuxième phase de notre travail », assure-t-il, tandis que le directeur du Cread affirme que cette synthèse sur la fuite des cerveaux est une première.

Farida Belkhir

Horizons
QUOTIDIEN NATIONAL
16 novembre 2013

Les immigrés algériens ont transféré 1,85 milliard de dollars

Les travailleurs migrants qui vivent en Europe ont transféré 109,4 milliards de dollars dans leurs pays d'origine, en 2014, a indiqué dans un rapport le Fonds international pour le développement agricole (Fida). Les

somme. Alors que vers le Maroc, il est évalué à 9,8%. L'année dernière, environ un tiers des envois de fonds en provenance d'Europe, soit 36,5 milliards de dollars, étaient destinés à 19 pays des Balkans, de la Baltique

en provenance d'Europe. L'Europe occidentale et la Fédération de Russie étaient en 2014 les principales sources des envois de fonds. Les pays occupant les six premières places étaient les suivants : la Fédération de Russie (20,6 milliards d'USD), le Royaume-Uni (17,1 milliards d'USD), l'Allemagne (14 milliards d'USD), la France (10,5 milliards d'USD), l'Italie (10,4 milliards d'USD) et l'Espagne (9,6 milliards d'USD). À eux tous, ils ont représenté environ 75% de tous les envois en provenance d'Europe. La majorité des fonds reçus est utilisée pour des biens essentiels — nourriture, vêtements, logement, santé et éducation. Des études montrent, cependant, qu'il serait possible de consacrer jusqu'à 20% des fonds à l'épargne, aux investissements ou au remboursement de prêts consentis pour monter de petites activités. Si chaque année, l'agence onusienne, dont le siège est à Rome, dévoile le montant total des transferts d'argent effectués à travers les circuits formels, banques et Algérie Poste, par les immigrés algériens vivant en Europe, notamment en France, aucun outil ne mesure les



transferts apportent «une aide précieuse à plus de 150 millions de personnes dans le monde», souligne le Fonds dans un communiqué.

Les transferts des Algériens résidant en Europe vers leur pays d'origine sont estimés, par cette institution spécialisée du système des Nations unies, à 1,85 milliard de dollars. Les immigrés marocains ont envoyé vers leur pays 6,2 milliards de dollars en 2014 et les Tunisiens 2,057 milliards de dollars. Le top cinq des pays récepteurs, selon le rapport du Fida, sont le Nigeria, la Chine, le Maroc, L'Inde et l'Ouzbékistan. L'Algérie arrive à la 132e place, derrière la Tunisie classée au 11e rang.

Deux pays se distinguent en Afrique pour le montant des envois de fonds reçus de l'Europe, le Nigeria

(7,41 milliard de dollars) et le Maroc. Le rapport indique que le Maroc, l'Algérie et la Tunisie reçoivent 49% des flux de la France. 80% des envois des immigrés algériens proviennent de France. Les Algériens établis en France ont transféré 1,654 milliard de dollars, contre 2,138 milliards de dollars pour les Marocains et

1,359 milliard de dollars pour les Tunisiens. Le coût de transfert d'argent vers l'Algérie est estimé à 13,6% de la

et d'Europe orientale, y compris 10 États membres de l'Union européenne. Le rapport indique que, sur les 19 pays européens destinataires d'envois de fonds, 9 sont les pays qui



dépendent le plus des envois de fonds en provenance d'Europe : ainsi, ces envois représentaient 22% du PIB pour la Moldavie et 17% pour le Kosovo.

Les deux tiers restants, soit 72,9 milliards de dollars, ont été envoyés à plus de 50 pays en développement non européens. L'Afrique du Nord et l'Asie centrale sont les régions qui dépendent le plus (par rapport au pourcentage du PIB que représentent les fonds) des envois de fonds

envois faits via le réseau informel qui, selon des sources, draine une masse monétaire considérable. L'absence d'agences bancaires algériennes à l'étranger et les coûts élevés des transferts font que les immigrés algériens préfèrent le circuit informel.

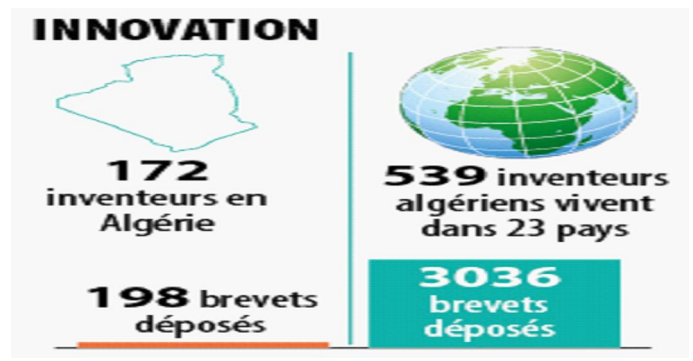
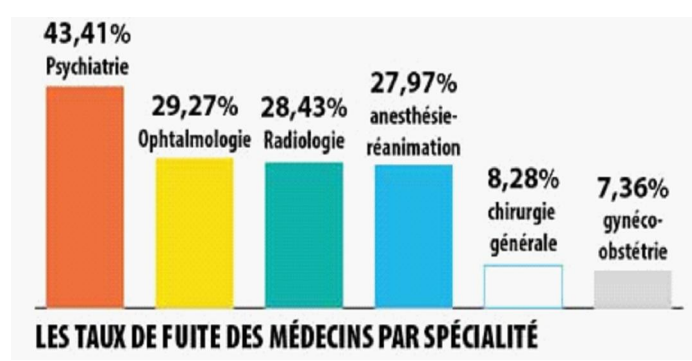
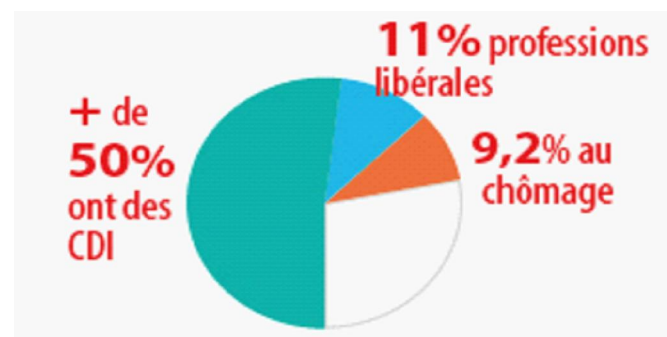
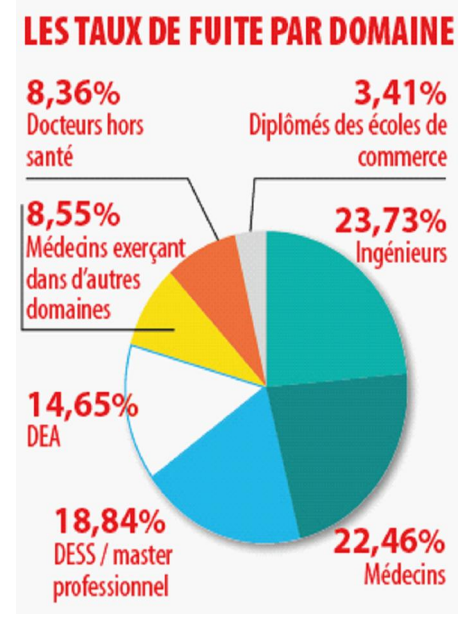
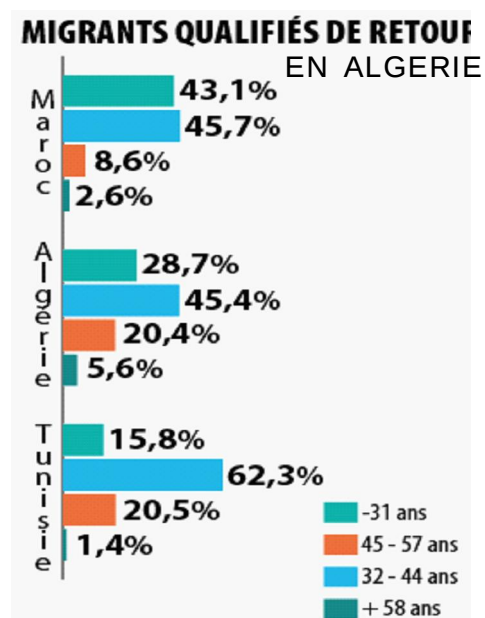
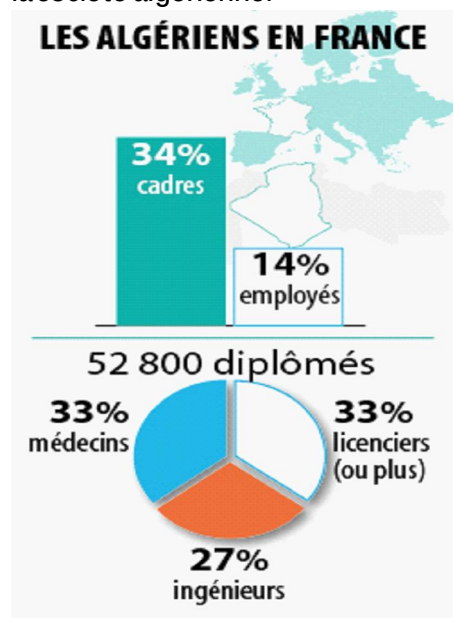
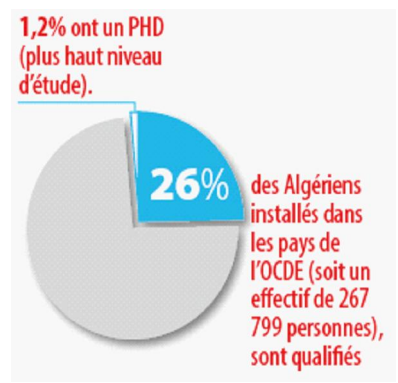
Rabhi Meziane

24 Juin 2015



Compétences algériennes installées à l'étranger : La marginalisation à l'origine des départs

L'ouvrage intitulé De la fuite des cerveaux à la mobilité des compétences - Une vision du Maghreb, publié cette semaine par le Centre de recherche en études appliquées pour le développement (Cread) en collaboration avec le bureau de l'Organisation internationale du travail (OIT) à Alger sous la houlette du sociologue et chercheur Mohamed Saïb Musette, offre une analyse intéressante sur un phénomène qui vide le pays de sa substance et incite à s'interroger sur la place des élites dans la société algérienne.



Amel Blidi

Algérienne, binationale, résidente à l'étranger... et future citoyenne de seconde zone

INDIGNATION DOCUMENTÉE CONTRE LES AMENDEMENTS DES ARTICLES 51 ET 73 DU PROJET DE CONSTITUTION

Le projet de Constitution propose de faire de moi et de millions d'autres des «presque-citoyens» Algériens qui ne pourront pas accéder aux hautes responsabilités de l'Etat et aux fonctions politiques (Art. 51), ni être candidats à la Présidence de la République (Art. 73).

est vrai que je cumule plusieurs des «tares» inscrites dans ce projet. Pour les auteurs de ces amendements, je représente un triple danger : je suis binationale (sans trop savoir si j'ai acquis cette deuxième nationalité au sens ambigu de l'article 51) ; mon mari est lui aussi binational ; et, pis encore..., nous vivons à l'étranger et sommes donc «loin des réalités du pays». Le fait que je sois née en Algérie, que j'y ai grandi, que j'y ai exercé mon métier après y avoir été formée (gratuitement), n'y changera rien. Mon patriotisme est tout simplement mis en doute. Même l'article 29 – qui dit pourtant que «les citoyens sont égaux devant la loi, sans que puisse prévaloir aucune discrimination pour cause de naissance, de race, de sexe, d'opinion ou de toute autre condition ou circonstance personnelle ou sociale» – ne me sera d'aucune aide le jour où je serais tentée de briguer un mandat présidentiel ou de servir la haute fonction publique de mon pays.

Tour du monde de 194 constitutions : nous serions bientôt le pays le plus discriminant au monde envers sa diaspora et envers ses binationaux.

Soyons sérieux et ouvrons les yeux sur le monde. Pour apprendre ce qui se fait ailleurs et savoir si d'autres pays craignent autant leur diaspora au point de l'éloigner des hautes responsabilités, j'ai consulté, par le biais du site www.constituteproject.org, pas moins de 194 constitutions sur les points adressés par les articles 51 et 73. Les résultats de cette recherche sont sans ambiguïté : les amendements proposés, s'ils étaient adoptés tels quels, placeraient l'Algérie parmi un petit groupe de rares exceptions dans le monde qui discriminent autant leurs citoyens sur la base de leurs nationalités, de celles de leurs parents, de leurs conjoints ou de leurs lieux de résidence. En particulier, les conditions d'éligibilité à la présidence de la République feraient de nous le pays où ces conditions seraient les plus contraignantes au monde. Il est étrange qu'un projet qui vise à renforcer la démocratie dans notre pays nous place en tête de 194 pays en termes d'exigences et de difficultés à se porter candidat à la magistrature suprême. Seuls trois pays se rapprochent de nous : la Birmanie, l'Égypte et la Syrie. Des modèles de démocratie bien connus... Pour ce qui est des binationaux, seuls quatre pays au monde leur interdisent l'accès aux hautes responsabilités : le Kirghyzstan, le Kenya, le Nicaragua et la Colombie —seuls ces deux derniers ne précisent pas de quelles responsabilités il s'agit. N'a-t-on pas trouvé mieux comme référents démocratiques ?

Baya Si Hassen-Benhassine

AL HUFFINGTON POST

23 Janvier
2015

Nouvelles conditions d'entrée en Algérie pour les binationaux:

passport biométrique algérien ou visa obligatoires à partir du 1 janvier 2016

Les binationaux seront désormais obligés de présenter un passeport nationale biométrique ou se munir d'un visa algérien sur leurs passeports biométriques étrangers pour pouvoir embarquer pour l'Algérie.

Une décision applicable à partir du 1 janvier prochain. Selon des sources consulaires, la loi 08-11 du code de l'aviation civile impose une amende à toute compagnie de transport qui transporte une personne d'une manière



illégale. Dans le cas précis des ressortissants algériens qui voyagent avec un document de voyage étranger, il s'agirait d'un défaut de visa.

Une loi, explique-t-on, qui n'a jamais été appliquée en Algérie par mesure de facilitation des déplacements des ressortissants Algériens établis à l'étranger.

Cette tolérance, apprend-on, a poussé certains d'entre eux à se passer définitivement de leurs titres de voyage algériens en se contentant d'une présentation simple de la pièce d'identité nationale pour embarquer vers l'Algérie. Hors, la pièce d'identité n'a jamais été un document de voyage, rappelle-t-on.

Aussi les autorités algériennes ont décidé de mettre fin, à une pratique qui ne reposait sur aucune réglementation. Toute personne ne disposant que d'un passeport étranger doit, impérativement se munir d'un visa algérien pour pouvoir rentrer en Algérie.

Les compagnies de transports étrangères ont été sommées de respecter scrupuleusement cette instruction des autorités algériennes. Les services consulaires algériens ont également été informés depuis deux mois de la mise en application des règles en vigueur partout ailleurs dans le monde.

AL HUFFINGTON POST

11 Décembre 2015

«La culture plus forte que la destruction»

Un nouvel espace d'art alternatif conçu non pas comme un lieu d'exposition ordinaire, mais un manifeste radicalement culturel à vu de jour... à Alger. Ce sont cinq artistes

ces jeunes artistes... qui veulent créer...

Dispatché sur 490 m², à l'entrée à gauche c'est l'installation de Mounir Gouri qui nous accueille. Il s'agit d'un

occupe une bonne partie des murs à travers une surprenante... fresque appelée «La parade des oiseaux»... Le jeune artiste a laissé libre cours à son imagination en peignant un monde d'oiseaux qui risque de connaître le chaos s'il ne trouve pas de maître... La liberté a-t-elle besoin de dirigeant? Sans doute que oui, mais de dirigeants fiables... pour ne pas entraîner son monde vers le chaos. Dans cette fresque... il y a... l'idée du mouvement, de la fragilité mais aussi l'envie de prendre son envol pour un monde meilleur... Le trait de Bardi intimiste et chaleureux explose aussi dans cette vision de cœur qui bat, mais aussi dans celle plus surréaliste de cuisses rehaussées de têtes de coq comme pour signifier le machisme des hommes qui ne courent qu'après leurs obsessions sexuelles, cette machine de domination massive qui étend sa soif de guerre pour certains et prend de plus en plus de l'ampleur... comme le suggère... Maya Bencheich El Fegoun qui, à travers son œuvre engagée, dénonce l'archaïsme de certaines traditions qui entourent le mariage et qui persistent... dans notre société. Appelé «l'Izar», Maya a tendu un grand tissu blanc maculé



qui ont présenté samedi dernier le résultat de leur travail élaboré sur ce chantier depuis trois semaines. Cet espace initié par Wassila Tamzali a été baptisé «Ateliers sauvages». De l'art dans un chantier, ce qui renvoie à l'effet de construction puis de destruction, d'où l'idée de tout détruire le lendemain et recommencer plus tard, sous une autre forme avec les mêmes ou d'autres jeunes artistes... Tel est le concept de cette initiative née de la passion pour l'art et la culture, mais surtout l'envie d'en faire un endroit de partage et de créativité... pour que l'art prenne le pas sur l'innommable, l'ignominie et la peur. L'idée est celle-là, explique la propriétaire des lieux: «Sur le chantier des Ateliers sauvages (ces artistes), au milieu des gravats et décombres... nous renvoient aux images de guerre qui saturent notre monde d'aujourd'hui et pour beaucoup notre mémoire. Dans un immense don de soi, ils réalisent une performance radicale qui illustre leur conviction que l'art n'existe que s'il accepte de se «détruire» pour avancer et pour sans cesse interroger notre temps.» Ce lieu qui réouvrira ses portes en mai 2016 devra être ...une coopérative pour

amas de gravats rehaussé d'une télé sur laquelle on perçoit le mot résistance en arabe, conçu au moyen de clous. Autour..., deux briques par terre et d'autres suspendues, à l'intérieur desquelles l'artiste a placé un briquet, comme un simple clin d'œil à l'homonymie symbolique des deux objets, mais aussi à la lumière qui peut transparaître et s u r g i r notamment des briques... pour éclairer le pas à cette tentative d'aliénation que procure la télé dans son c o u r a n t propagandiste et nihiliste, qui n'est en réalité que ruine et abrutissement, d'où la nécessité de résister... Pour sa part, l'œuvre de Bardi Mehdi Djelil



constat du fait de la matérialisation du monde, de la sécheresse des cœurs et la folie destructrice qui s'abat sur nous et dont l'homme se doit de combattre et de dénoncer...

O.Hind

L'EXPRESSION

22 Décembre 2015

de taches rouges qui renvoient au sang féminin, le jour de sa nuit de noces. Autour de ce voile de la honte sont disposées çà et là des chaussures de femmes, des vêtements aux côtés desquels nous pouvons apercevoir des pieds faits en argile et autres tissus étendus sur un fil.

L'idée suggérée par l'artiste Adel Bentousi qui une tombe couverte d'un tissu qui scintille, une bougie au-

dessus pour se recueillir et puis des glaces de part et d'autre de la tombe. Des glaces, dont le réverbère du reflet donne l'impression par un effet d'optique de voir un tunnel d'où se projette le corps à l'infini... cette image de la tombe face au miroir nous rappelle... cette obsession de la beauté qui se transforme en laideur,... dénonce notre époque où la beauté se veut un diktat pernicieux. Un tragique

Y a-t-il un théâtre engagé aujourd'hui ?



Al'ouest du pays, un théâtre engagé dans les luttes sociales et politiques a fleuri durant les années 1970 et 1980. Ses porte-drapeaux les plus prestigieux étaient Kateb Yacine et Abdelkader Alloula, ses lieux de prédilection les théâtres d'Oran et de Sidi Bel Abbès ainsi que le Festival de Mostaganem. Qu'en est-il aujourd'hui ? Abdelkader Jeriou, comédien et metteur en scène à Sidi Bel Abbès, estime qu'il faut renouer avec le théâtre engagé au sein même des théâtres publics et avec l'argent de l'Etat.

Durant les années 1970 et 1980, le quatrième art vivait son âge d'or. C'était la grande époque du théâtre engagé porté à bras-le-corps par des auteurs de renom. On pense notamment à Abdelkader Alloula, à Kateb Yacine, et à bien d'autres encore, qui faisaient passer des messages progressistes par le biais des planches. Qu'en est-il du théâtre engagé, en Oranie, aujourd'hui ? Pour Mourad Senouci, dramaturge et auteur à succès de plusieurs pièces, le rapport aujourd'hui a quelque peu changé.

Selon lui, avant les événements d'octobre 1988, c'étaient essentiellement les troupes théâtrales qui dé-

fendaient des positions politiques par le biais du théâtre. «Le théâtre ne pouvait qu'être engagé car à cette époque (nlr : celui du parti unique), le 4e art faisait partie des très rares espaces de liberté d'expression». Il

est à rap-

peler, en effet, qu'à cette période, il n'y avait ni partis politiques légaux ni médias libres légaux et, e n c o r e

moins, internet. «Durant les années 80, les pièces engagées défendaient des idéaux, des idées de progrès, le socialisme, etc. Après 88, le théâtre n'avait plus le monopole du discours politique, les gens pouvaient tenir des discours en dehors des planches». L'approche du théâtre a changé aujourd'hui. En effet, dit-il encore, après 1988, dès lors que de nouveaux créneaux d'expression ont vu le jour, la question de l'art a commencé à se poser au

théâtre : fait-on de l'art pour l'art ? Le fait-on pour la politique ? «C'est comme ça qu'on est passés d'un engagement à un autre : d'un engagement pour les idéaux à un engagement pour la pratique.

Vous savez, parfois être engagé au théâtre, c'est tout simplement faire du beau théâtre, militer pour que le théâtre entre dans le système scolaire, etc. Le rapport a changé». Est-ce qu'on peut en déduire donc, qu'au regard du contexte actuel, rien que le fait d'exercer le 4e art, c'est déjà un engagement en soi ? «Oui !» rétorque Mourad Senouci. «Aujourd'hui, toutes les expressions ont leurs propres théâtres, la différence se fait dans la manière... si le



traitement est artistique ou esthétique. Faire du théâtre selon les normes, c'est déjà être engagé», car autant dire, selon Mourad Senouci, que le théâtre, à la base, est contestataire, aussi, «quand tu fais le vrai théâtre, tu ne peux pas le faire en dehors des préoccupations sociales».

Akram El Kebir

El Watan

15 Février 2016

Dans l'Algérois: Une tradition à maintenir et «Laâdjouza» à chérir

Yennayer, nouvel an berbère, est célébré chaque année dans toutes les régions du pays, avec pour chacune sa propre spécificité et à cause de l'austérité, à chacun ses moyens.

Une petite virée au cœur battant d'Alger-Centre, évidemment à l'incontournable marché de Meissonier, s'est imposée. Histoire de partager avec nos lecteurs l'ambiance régnante à la veille du nouvel an berbère. Hélas, force est de constater, malgré une météo resplendissante, le manque d'intérêt manifesté par les Algérois. Ni ornements ni décorations, encore moins d'atmosphère spéciale n'annoncent cette fête. En effet, la veille du 12 janvier, soirée de fête, la foule n'a pas pris d'assaut les marchés, généralement en rupture de stock en temps de célébration.

ménagère dévouée qu'elle a été, prenait d'assaut les magasins pour faire ses emplettes, et les marchés grouillaient de monde et ne désemplissaient jamais. A Meissonier, rue Ferhat-Boussad, on trouve toutes sortes de denrées alimentaires mais la star des étals reste le Traz (fruits secs, noix, noisettes, figues sèches, marrons, amandes, cacahuètes, dattes, oranges, pommes, pistaches, dragée...) ainsi que des montagnes de friandises qu'on trouve sur les étals des marchés. «Ici à Alger, on préparait des repas copieux et généreux pour un bon présage. Pour que l'année qui s'annonce soit abondante. Nos repas sont à base de blé, de semoule et de viande ou de volaille. De la Rechta ou la Chekhchoukha avec du poulet, des légumes et des poids chiches. Le soir, s'il y a un bébé dans la famille, on le met dans une «Djefna», et on

Il faut savoir que les prix de gros sont de moins en moins abordables», nous dira-t-il. «On célèbre Yennayer chaque année, c'est notre nouvel an à nous. On essaye de maintenir les traditions de nos aînés même si la vie est devenue très chère. Donc, pour cette occasion, on s'approvisionne en petites quantités. On essaye d'acheter un peu de chaque produit «el-mkhalet» (le mélange) pour faire plaisir à toute la famille», indiquera Aïcha, jeune maman, qui s'approvisionnait chez Tayeb.

Laâdjouza, le mythe de la vieille, toujours d'actualité

Yennayer, premier jour de l'an du calendrier agraire (calendrier grégorien) devenu universel. Pour les berbères, il correspond au premier jour de janvier du calendrier julien. Cette fête ancestrale traduit l'importance accordée aux rites, aux traditions et aux superstitions de l'époque dont certaines subsistent encore de nos jours. Parmi les mythes de Yennayer, on retrouve, Laâdjouza. «Laâdjouza, c'est comme cela que l'on appelle Yennayer dans certaines régions du pays et notamment ici à Alger. Cette appellation correspond au «Doum», une friandise qui ressemble à s'y méprendre à un artichaut qu'on épluche tel du maïs.

Pendant Yennayer, on évite au maximum de manger des aliments épicés ou amers pour se préserver d'un mauvais sort de la vieille», nous explique Azzedine, octogénaire qui a pour habitude de jouer au domino avec les habitants de son quartier, rue Mohamed-Neggazi près du marché de Meissonier. Pour ce qui est des histoires et légendes autour de Laâdjouza, elles sont différemment contées aux quatre coins du pays. Chaque contrée et localité a sa propre version. Les Kabyles disaient qu'une vieille femme, croyant l'hiver passé, sortit un jour dans les champs et se moqua du soleil. Yennayer, mécontent, emprunta deux jours à furar (hiver) et déclencha, pour se venger, un grand orage qui emporta, dans ses énormes flots, la vieille. Le dîner de Laâdjouza fut destiné depuis à éloigner les mauvaises ondes.

Mythe ou réalité !

Dans l'inconscient collectif, Laâdjouza existe toujours ! Cette



«Fêter Yennayer, c'est sauvegarder nos coutumes et traditions. On a perdu beaucoup de fêtes nationales en Algérie, et à l'heure de la modernité, les gens ne sont plus attachés à leurs traditions. Des jeunes ne savent même pas ce que veut dire Yennayer, c'est malheureux», nous dira Saliha, une sexagénaire rencontrée au marché de Meissonier. «L'avènement du nouvel an berbère donne lieu à une ambiance particulière. A Alger, cette période est empreinte de ferveur, de joie et de communion. De notre temps, toutes les familles algéroises s'y préparaient plusieurs jours à l'avance. C'est une tradition bien enracinée chez nous», poursuit Saliha. Avec son Hayek Mrama, et la moitié de son visage couvert avec un Ajar (voilette), elle nous dira que la

verse le Traz sur lui. Quant aux enfants, on a pour tradition de leur appliquer du henné sur la paume de la main. Tout cela dans une ambiance conviviale et familiale», a ajouté Saliha avec beaucoup d'émotion et de nostalgie dans la voix. Un peu plus loin, on rencontre Tayeb, un jeune vendeur de fruits secs dans la boutique de son grand-père. Son magasin donne l'eau à la bouche avec tout ce qu'il a exposé comme friandises de toutes les couleurs et de toutes les formes. Questionné sur les prix du Traz et des friandises, Tayeb nous confie que ces derniers sont déjà assez élevés au cours de l'année. «On n'attend pas les périodes de fêtes pour augmenter nos prix, ils le sont déjà assez au cours de l'année.

Sarah Boualem

Le Temps
d'Algérie
Quotidien National d'Information

11 Janvier 2016

appellation continue d'effrayer beaucoup. Le mythe de la vieille a marqué les esprits, d'ouest en est et dans les régions berbérophones. Au Maroc, par exemple, lors du repas de Yennayer, les parents brandissent la menace de la vieille si leurs enfants ne finissaient pas leurs assiettes : «La vieille de Yennayer viendra vous ouvrir le ventre pour le remplir de

paille et vous enlèvera toutes vos friandises.» Bien des histoires que nos grand-mères continuent de nous raconter. Avec la promotion de la langue tamazight dans la Constitution, et l'éventuel inscription de Yennayer au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco, cette fête continuera de

Au 19ème siècle, des Syriens à Alger



Des Syriens à Alger? On en parle depuis la plongée de leur pays dans un drame terrible. Mais les syriens ont une vieille histoire avec Alger. Comme nous le rappelle cet extrait du livre de Paul Eudel, titré «l'orfèvrerie algérienne et tunisienne»

«....Depuis quelques années, des Syriens sont venus s'installer place Malakoff (*) et rue Bruce (**), à Alger, pour faire le commerce des cuivres, suivant les procédés inventés par Malik Eddahr ; cette industrie, peu pratiquée pendant des siècles, a pris, depuis une trentaine d'années, un développement considérable.

Les Syriens d'Alger se bornaient d'abord à la vente des objets qu'ils recevaient de leur pays, et qui plurent aux habitants d'Alger et aux étrangers; leurs plateaux ronds, surtout, étaient de beaucoup supérieurs, comme goût et finesse d'exécution, aux anciennes Senioua (ÓúáíæóÉ) étamées et couvertes d'ornements turcs, avec bords relevés en festons.

Le succès ayant couronné leur tentative, ces maisons firent venir des ouvriers pour travailler sur place. Installés devant leurs boutiques, ils gravaient, repoussaient et martelaient, sous les yeux mêmes du public. C'était une réclame habile. Elle réussit parfaitement.

Leur fabrication consistait en grands plateaux (sni, syrien et arabe); plateaux simples (soder); petits guéridons en cuivre (skemla, syr.); — cafetières (doleh, syr.; begradj, ar.); - suspensions (fanouss, syr.); — bassin (toucht, syr.; liane, ar.); - aiguière (briq, syr. et ar.)*; — lampadaire

(chamâadhan, syr.; mesbali, ar.); — lampe (mesredjeh, syr.) - brasero (menguela); - assiette en cuivre (sehane, ar.); — jardinière (bâtia, syr.); — vase-mendiant (kolak), en forme de nacelle, servant aux pauvres à recevoir leurs aumônes.

L'alliance de l'art Algérois à l'art Syrien

Tous ces cuivres, exécutés sur des dessins syriens ou persans, brillaient, accrochés sur le devant ou blindaient d'une véritable armature la façade des boutiques. Ils attiraient les regards des passants comme des miroirs aux alouettes. Leur réussite décida les Syriens à demander dans leur pays de très bons ouvriers. Ce sont de véritables artistes, récemment arrivés de Damas qui depuis, font de fort belles choses, avec peu d'outils....

Ce n'est pas encore une industrie locale, mais elle tend à le devenir. Les Syriens actuels feront école, et ils auront importé à Alger une spécialité nouvelle. On ne saurait trop encourager leurs efforts. Ils s'appellent E.ZAGHA et SS. NASSAM, de Damas. Le premier a dernièrement créé une tassa incrustée d'or qui est une merveille d'exécution. C'est l'alliance de l'art Algérois à l'art Syrien....».

(*) Malakoff, au niveau de la place des martyrs à Alger

(**) La rue Bruce se trouve à quelques pas de la mosquée Ketchawa à la basse Casbah d'Alger.

Fawzi
Sadallah

AL HUFFINGTON POST

02 Décembre
2015

Algérie : Hocine Aït Ahmed, le dernier exil

Figure historique de la guerre d'indépendance, cet éternel opposant au « système » a tiré sa révérence après plus de soixante-dix ans de militantisme passés en grande partie loin de son pays ... Opposant intraitable au « système » de son vivant, il est parti en lui infligeant un dernier camouflet : être l'unique « historique » à refuser d'être enterré au cimetière officiel d'El-Alia pour s'en démarquer jusqu'à la fin des temps... Aït Ahmed a donc été enterré aux côtés de sa mère, dans le cimetière de son village, à flanc de montagne, en Kabylie...

Un jeune militant

D'une pudeur qui confine à la timidité, Hocine Aït Ahmed s'est rarement épanché publiquement sur son enfance et sa jeunesse. Il est d'ailleurs parti sans avoir rédigé ses Mémoires, du moins celles qui concernent les soixante dernières années de son existence. École française, enseignement coranique, certificat d'études, lycée à Alger, sa scolarité fut brillante. Sa mère, descendante de Lalla Fatma N'Soumer, qui mena la résistance contre les troupes françaises dans les années 1850, le rêvait en médecin. La réussite par les études ou la misère crasseuse, le choix était restreint...

Encore lycéen, il adhère en 1942 au Parti du peuple algérien (PPA), fondé en 1937 par Messali Hadj. Au près des militants madrés du PPA, il fait l'apprentissage de la politique, mais doit entrer dans la clandestinité au lendemain des massacres de Sétif, en mai 1945... Son arrivée récente et sa jeunesse ne l'empêchent pas de prendre du galon en créant, en 1947, l'Organisation spéciale (OS), la branche militaire du PPA, qui compte 2 000 adhérents. Aït Ahmed théorise la lutte armée en puisant notamment dans les écrits de Clausewitz, officier général prussien, ou de l'officier anglais Liddell Hart... Recherché, le chef de l'OS s'exile au Caire, devenu la Mecque des indépendantistes algériens.

L'heure des armes ayant sonné, Aït Ahmed fonde le Front de libération nationale (FLN) avec huit compagnons. Le 1er novembre 1954, c'est le début de l'insurrection. Deux ans plus tard, l'arraisonnement par les Français de l'avion qui le transporte, avec Ben Bella, Khider, Boudiaf et Lacheraf, du Maroc vers la Tunisie marque un tournant de la guerre.... À l'indépendance (Ben Bella) entre dans Alger sur les chars de l'Armée de libération nationale (ALN) et s'empare de la présidence.

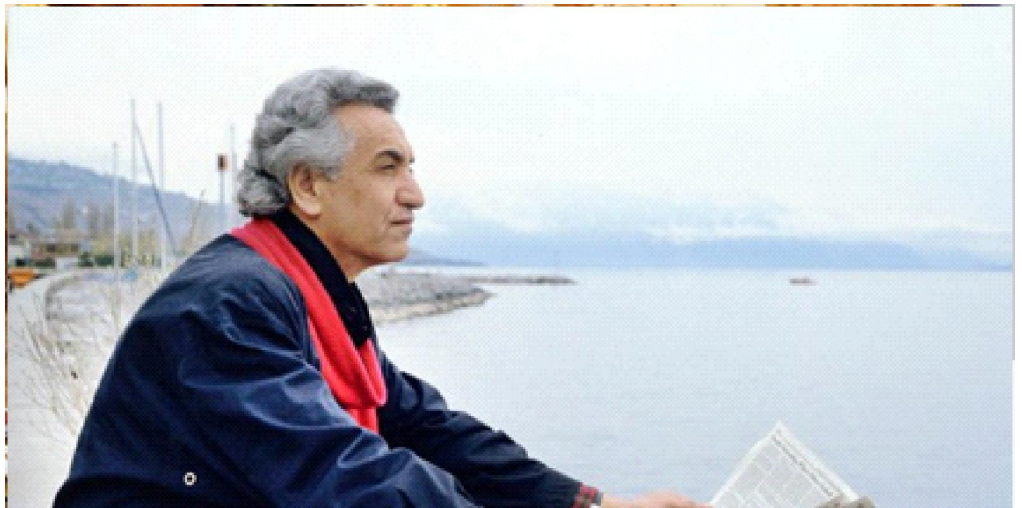
Opposé au pouvoir de plus en plus autocratique de Ben Bella, partisan d'une Constituante, Aït Ahmed est élu député. ..Mais les dérives de Ben Bella l'inquiètent... Fâché avec son ex-camarade de cellule, il fonde le Front des forces socialistes (FFS) en 1963...

L'exil en Suisse

Aït Ahmed reprend ses études, passe un doctorat d'État sur les droits de l'homme, voyage, écrit et s'éloigne un peu de la politique...

La légalisation du FFS

Les émeutes d'octobre 1988 sonnent la fin du parti unique et l'avènement du pluralisme. Après vingt-



trois années d'exil, Aït Ahmed retourne au pays. Certains l'attendent comme le Messie, mais lui met aussitôt le holà. « Il n'y a pas de miracle, pas d'homme providentiel, pas de prophète, affirme-t-il. Encore moins de héros. » Légalisé, le FFS prend part à l'effervescence démocratique qui s'empare du pays. S'il boycotte les communales de juin 1990, premier scrutin libre depuis 1962, il participe aux législatives de décembre 1991...

En France, en Suisse ou ailleurs en Europe, l'exilé ne dévie pas de son chemin. Contempteur des généraux, il dénonce une « sale guerre » qui fera près de 150 000 morts... Au crépuscule de sa vie, Hocine Aït Ahmed prend congé de la politique avant de tirer sa révérence après plus de soixante-dix années de militantisme. Vendredi 1er janvier, accompagné par des centaines de milliers de ses compatriotes, il est retourné reposer dans la terre de ce village « perdu au fin fond d'une vallée de la haute Kabylie » et qui l'avait vu naître également un vendredi. C'était le 20 août 1926.

Farid Alilat

16 Janvier 2016

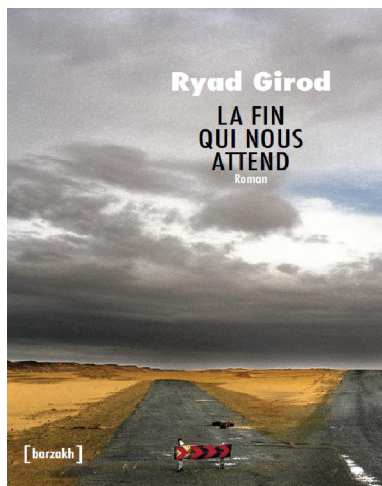
JEUNE AFRIQUE
Jeune Afrique Méditerranée

[BIBLIOGRAPHIE]

La fin qui nous attend

Ryad Girod

Editions Barzakh ,Novembre 2015



Un séisme vient de frapper dans une ville indéterminée en proie à une guerre civile. Chaos et barbarie s'installent tandis que les gens du Pouvoir continuent d'évoluer dans leur bulle décadente : l'apocalypse semble imminente.

Au cœur de ces ténèbres, un militaire misanthrope, désabusé et amateur de whisky soliloque.

Pour lui, aucune rédemption n'est possible. Alors, il cède peu à peu à la violence. seule Douce — une jeune femme officiant dans un hammam et lui prodiguant soins et amour — semble trouver grâce aux yeux de cet homme abîmé qui ne croit plus en rien, ni en ses proches ni même à la mission qu'on lui a confiée...

Dans un style et une narration qui hypnotisent, Ryad Girod nous livre ici une méditation métaphysique sur l'absurde, le bien et le mal, l'amour et la quête d'absolu. Un texte court, énigmatique, à l'élégance cruelle.

Problèmes économiques N°3124

Migrations, quels effets sur l'économie ?

Editeur : La documentation française: 01/2016



[REVUE]

De la fuite des cerveaux à la mobilité des compétences ? Une vision du Maghreb

Les cahiers du cread,2015



[FILM]

La Vache

La Vache est une comédie franco-marocaine réalisée par Mohamed Hamidi et sortie en 2016



[MUSIC]

Music-hall d'Algérie Les Orientales

2014

